

Extrait du *Démocratie & Socialisme*

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le 3 avril dans la rue :

580 000 manifestants dans 127 cortèges

- Social - Printemps 2003 -

Date de mise en ligne : vendredi 4 avril 2003

Démocratie & Socialisme

Il y a eu davantage de manifestants, le jeudi 3 avril, que le samedi 1er février, malgré la défection de la direction Chérèque de la CFDT. Qu'est-ce que cela aurait été si la Cfdt avait fait le bon choix de l'unité au lieu de celui de la division ? C'est déjà un énorme succès, de Paris à Marseille, de Brest à Strasbourg, des syndicats CGT, FO, FSU, du groupe des dix, et de toutes les fédérations de la fonction publique.

De la République à St Augustin, comme sur la Canebière, ou en Auvergne l'énorme banderole de tête exigeait : « 37,5 annuités de cotisations pour le public comme pour le privé ». Ce mot d'ordre, réactualisé par le récent congrès CGT, se dressait au-dessus de Bernard Thibaud et de Marc Blondel...

Le sondage publié par France Inter donne un coefficient de soutien de 72 % des Français à cette action. Ce qui signifie qu'un nouveau novembre-décembre 95 est possible.

Certains médias ont tenté de jouer sur la grogne des usagers, ou sur la démagogie anti-fonctionnaires. En vain. Même les médias qui insistaient lourdement sur « la division syndicale » ont peiné : comment expliquer que sans la CFDT, il y ait davantage de monde qu'avec la CFDT ? Sinon par le fait que, partout, en France, les sections et fédérations CFDT aient appelé, en dépit des consignes de la direction Chérèque, à agir ce jour-là, à commencer par la Fédération des transports, des banques, la fonction publique, et des régions entières (Auvergne, bien sur, mais aussi, Lille, Toulouse, Le Mans, Rhône-Alpes, Paca, etc...). Les observateurs attentifs savent que, dans la CFDT, la bataille fait rage.

La raison de ce succès de masse du 3 avril, c'est, qu'en profondeur, chaque salarié comprend la manigance du gouvernement. Le salarié du privé sait avec certitude que si le public recule, il reculera lui aussi.

Fillon, c'est une caricature de concertation cousue de fil blanc, Raffarin c'est le double langage, il fait semblant d'aller lentement, mais veut trancher pendant l'été.

Pendant la guerre, le gouvernement et le Medef essaient de porter leurs coups les plus durs : rigueur budgétaire tout azimut, mesures pour faciliter les licenciements, allongement des durées du travail et baisse du taux des heures supplémentaires, diminution massive des effectifs de la fonction publique, démantèlement des missions publiques de l'état, à commencer par l'éducation nationale, et, dans la foulée, s'ils ne rencontrent pas assez de résistance, ils engageront la privatisation de la Sécurité sociale.

Un million dans la rue le 1er mai ? Après le "Juppéthon", le "Raffathon" ?

La gauche toute entière devrait réagir plus haut et plus fort, soutenir les luttes sociales, tenir des états généraux de défense des droits sociaux contre le gouvernement de droite, soutenir plus activement des journées comme le 3 avril, prôner des luttes amples, durables, unitaires, appeler à empêcher les sombres projets de l'actuel gouvernement, tout comme ceux du gouvernement Juppé en 1995 ont pu être empêchés.

Sept syndicats sur neuf (excepté la CFDT et la CFTC), les Verts, le Pcf, la Lcr, Lo, le Pt, soutiennent la mobilisation du 3 avril et ses objectifs.

Pourquoi le PS et la motion Hollande pour le congrès de Dijon refusent-ils de prendre clairement position pour :

- ▶ Le maintien du nombre d'annuités de cotisations à 37,5 annuités pour le public (moyenne actuelle de la durée du travail des Français) le refus de l'augmentation de la durée de cotisations pour le privé ?
- ▶ Un taux de remplacement élevé à 75 % du salaire
- ▶ Un calcul de la retraite ramené sur la base des 10 meilleures années
- ▶ Des retraites indexées sur les salaires

Le COR (conseil d'orientation des retraites) a prévu les modalités de financement de ce qui est un choix indispensable si l'on ne veut pas renvoyer les retraités dans la pauvreté :

Une hausse des cotisations sociales patronales de 0,3 % de 2006 à 2036,

Soit 0,3 % du Pib, en plus, pour garantir les retraites de tous.

580 000 manifestants dans 127 cortèges

Les Français vont tester la gauche là-dessus : 72 % d'entre eux réclament qu'elle soit à la hauteur de leurs attentes. Le 1er mai est la prochaine étape : l'objectif devrait être un million de manifestants contre le plan Raffarin-Fillon qui vient d'être dévoilé.